CABINET STRAT'EMH

NEWSLETTER RENTRÉE



Avec sa newsletter, STRAT'EMH vous propose un regard sur les actualités des Outre-mer, éclairées par leur environnement régional.

La France compte 13 territoires ultramarins et dispose, grâce à eux, d'une présence dans tous les océans à l'exception de l'Arctique.

Hérités de l'histoire, ces territoires restent marginalisés dans les réflexions politiques et stratégiques nationales.

STRAT'EMH souhaite mettre en lumière le potentiel des territoires ultramarins à partir de leurs réalités propres et dynamiques endogènes.

strat' emh outre-mer

Focus Europe

Article 349 : l'Europe change de méthode

• Une nouvelle stratégie européenne pour les RUP

Le **10 septembre 2026**, la Commission européenne a présenté sa nouvelle stratégie pour les régions ultrapériphériques. Fondée sur l'article 349 du TFUE, elle se présente comme « la première étape d'un processus continu d'adaptation du droit de l'Union » et instaure un **dialogue annuel** entre la Commission et les RUP. La stratégie change de regard sur ces territoires : elle en fait des voies d'accès vers les régions de localisation.

Surtout, c'est une **rupture de méthode** : pour la première fois, la stratégie est accompagnée d'un paquet de mesures législatives concrètes. Younous Omarjee, vice-président du Parlement européen chargé des RUP, y voit le moment où « l'article 349 commence enfin à devenir une méthode d'action européenne » et demande que chaque nouvelle législation intègre dès sa conception un « réflexe RUP ».



• L'omnibus de septembre : octroi de mer, MACF, ETS…

L'omnibus présenté avec la stratégie traduit l'article 349 en adaptations ciblées, en matière fiscale, agricole, forestière, de pêche et migratoire. Les principales mesures :

- **Octroi de mer :** la Commission propose de prolonger la dérogation jusqu'au **31 décembre 2030**, en maintenant les plafonds de différentiel de taxation et en ajoutant 22 codes produits pour les RUP françaises. Deux points de vigilance : une prolongation de trois ans seulement et un rapport d'évaluation exigé de la France dès septembre 2028.
- **MACF (mécanisme d'ajustement carbone aux frontières) :** appliqué depuis le 1er janvier 2026 au ciment, à l'acier, à l'aluminium et aux engrais. Le Parlement européen a adopté un amendement ouvrant une dérogation temporaire de quatre ans renouvelable pour les biens importés dans les RUP et consommés localement ; elle doit encore être négociée avec le Conseil.
- **Marché carbone (ETS) :** la proposition COM-616 prolonge jusqu'au 31 décembre 2035 les adaptations pour les liaisons aériennes et maritimes entre les RUP et l'Hexagone, ainsi que pour les installations d'incinération, ce qui protège le prix des billets et du fret.
- **Autres chantiers ouverts :** révision des règles d'aides d'État (notamment pour les aéroports), produits agricoles tropicaux, pêche à Mayotte et en Guyane, application du règlement « déforestation » en Guyane…

Ces textes doivent désormais être adoptés par le Conseil après consultation du Parlement européen. Régions de France demande au Gouvernement de soutenir la dérogation MACF au Conseil et d'associer pleinement les collectivités à chaque étape sur l'octroi de mer.

La négociation du budget 2028-2034 et du POSEI

La portée de la stratégie dépendra du **cadre financier pluriannuel (CFP) 2028-2034**, en négociation en vue d'un accord fin 2026. La proposition de la Commission (juillet 2025) fusionne la PAC, la cohésion et les fonds migratoires dans des **plans de partenariat nationaux et régionaux** uniques de 771 Md€, avec une baisse d'environ 20 % des crédits PAC sanctuarisés. Les financements des RUP, **POSEI compris**, y seraient fondus sans garantie de montant. Le 13 octobre à Bruxelles, la conférence **Eurodom** a réuni les acteurs économiques des RUP autour de demandes précises :

- un **POSEI autonome et doublé**, qui ne soit pas absorbé dans les enveloppes nationales ;
- un **mécanisme dédié à la pêche** sur le modèle du POSEI, incluant le renouvellement des flottes ;
- un **« POSEI Transport »** pour compenser les surcoûts structurels de transport ;
- un **« test article 349 »** pour évaluer dès leur conception l'impact des politiques européennes sur les RUP.

Le vice-président exécutif Raffaele Fitto a promis la « continuité » du soutien agricole même si l'architecture du POSEI change. Les arbitrages se jouant au Conseil dans les prochaines semaines, Younous Omarjee appelle la France, l'Espagne et le Portugal à y défendre le POSEI. Annie Genevard et Naïma Moutchou s'engagent à défendre pour le POSEI « au moins un financement équivalent ». Les présidents des chambres d'agriculture ultramarines ont plaidé auprès de la Commission européenne pour le maintien du POSEI.

Lecture STRAT'EMH

Voici les premiers pas de la révolution que nous attendions : l'article 349 du TFUE devient un instrument d'action proactive. Avec l'omnibus RUP, l'Union peut enfin sortir de la logique de correction réactive qui a marqué ses dernières politiques envers les Outre-mer. Rien n'est encore acquis pour autant. Trois conditions décideront de la portée de ce tournant.

Garantir les moyens. La bataille se livre dans la négociation du budget européen 2028-2034. Sans POSEI autonome et sans enveloppes garanties pour chaque RUP, la stratégie restera lettre morte. La France doit en faire une priorité au Conseil, en lien avec l'Espagne et le Portugal.

Faire du droit européen une arme. Trop souvent, les acteurs ultramarins subissent les normes européennes au lieu de les utiliser. L'article 349, la libre circulation des marchandises et le droit de la concurrence permettent pourtant de remettre en cause les règles inadaptées qui alimentent la vie chère. STRAT'EMH plaide pour un « test Outre-mer » systématique : chaque norme doit être évaluée au regard de sa nécessité et de son coût réel pour les territoires.

Passer à l'exécution. Un fonds non consommé est un fonds perdu. Pour que les TPE et PME ultramarines accèdent réellement aux financements européens, il faut simplifier les dossiers, préfinancer les projets et accompagner les entreprises jusqu'au paiement.

Pour STRAT'EMH, cette stratégie sera jugée sur un seul critère : les investissements effectivement réalisés dans les territoires.

Focus Choose Outre-mer

La première édition de **Choose Outre-mer** s'est tenue le **1er octobre 2026** à la Banque de France, à Paris, à l'initiative de la ministre des Outre-mer Naïma Moutchou. Sur le modèle de Choose France, elle a ainsi réuni plus de **150 entreprises**. Les échanges se sont organisés en quatre temps : **Atouts des Outre-mer, Talents ultramarins, Champions ultramarins et enfin Export et marchés régionaux.**

• Annonces de fonds et d'investissements

Géré par INCO Ventures, **Outre-mer One, premier fonds à impact dédié aux Outre-mer**, a réalisé un premier closing de 34 à 35 M€ (au-dessus de l'objectif initial de 30 M€), pour une taille cible de 50 M€. Ses souscripteurs sont la Banque des Territoires, Proparco (AFD), la BRED, EDF (via SAFIDI), GBH, le groupe Ho Tam Chay, la SAF, le groupe Jacques Gaddarkhan et Thierry Déau. Outre-Mer Network (Station F) participe au repérage des entreprises. Le fonds investit en fonds propres sur trois thématiques (ressources naturelles, autonomie et décarbonation, transition sociale).

Un Accélérateur Croissance avec Bpifrance accompagnera 15 PME mahoraises. **Business France a signé quatre conventions** : un cadre triennal avec le ministère, un parcours export pour Wallis-et-Futuna avec trois CCI du Pacifique, un accord tripartite avec la Nouvelle-Calédonie et la Région Sud, et un accord 2026-2027 avec l'ADIM pour la reconstruction de Mayotte après Chido.

Près de 6 Md€ de projets ont déjà été recensés. Une centaine de projets publics et privés ont été présentés, dans l'énergie, les infrastructures, la valorisation des déchets, l'économie bleue, le tourisme, l'agroalimentaire et le spatial.



Lecture STRAT'EMH

Choose Outre-mer envoie un signal fort. Les économies ultramarines ont besoin de ce type de rendez-vous. L'événement a offert un espace de dialogue inédit entre l'État, les collectivités, les entreprises, les investisseurs et les financeurs, autour de projets concrets. Il faut désormais l'inscrire dans la durée.

STRAT'EMH était présent et a contribué à la réussite de l'événement. Nous continuerons de nous mobiliser pour soutenir le développement des économies ultramarines, aux côtés des entreprises comme des pouvoirs publics.

Désormais, tout se jouera sur les retombées locales. Le fonds Outre-Mer One et la centaine de projets présentés doivent se traduire, territoire par territoire, en investissements engagés et en emplois créés. STRAT'EMH y veillera.

Présidentielle 2027 et Outre-mer

Pour mémoire : la REF du MEDEF, seule confrontation directe des programmes

Le 28 août, les représentants Outre-mer de huit candidats ont débattu à la REF du MEDEF : LFI s'y est opposée à la suppression de l'octroi de mer quand le RN veut le « recentrer », et Perceval Gaillard (LFI) a annoncé un référendum en Nouvelle-Calédonie dans les trois mois suivant l'élection. Quelques jours plus tôt (21-25 août), Édouard Philippe s'était rendu à Mayotte et à La Réunion avec un discours centré sur l'immigration ; depuis, aucun candidat déclaré ne s'est déplacé outre-mer.

Cahiers de revendications : les acteurs ultramarins posent leurs conditions aux candidats

Faute de propositions nouvelles des candidats déclarés, élus locaux, organisations patronales et partis structurent leurs attentes, ce qui ouvre une fenêtre pour positionner des propositions dans les programmes. Quatre publications ont marqué la rentrée :

- **Maires de Mayotte (03/09) :** manifeste « Le quotidien d'abord », 14 chantiers sur lesquels chaque candidat doit dire s'il s'engage (lignes maritimes, eau en bouteille à prix plafonné, psychiatrie mobile, etc.).
- **MEDEF Réunion (28/09) :** livre blanc « Le Cap » et 10 priorités, dont une loi de programmation décennale, un plan de relance dès 2027 et la sécurisation de la LODEOM et du RAFIP.
- **GUSR et Guy Losbar (11/10) :** le parti guadeloupéen ne soutient aucun candidat et a inauguré le 24 octobre une plateforme de revendications visant à obtenir des engagements vérifiables des candidats à 2027 (eau, pouvoir d'achat, santé, sécurité, évolution institutionnelle).
- **FEDOM (12/10) :** publication de sa contribution au débat présidentiel.

Nouvelle-Calédonie : l'UPM acte « la fin de Bougival » et se tourne vers 2027

L'Union progressiste en Mélanésie estime que les discussions sur l'accord de Bougival ne reprendront pas avant l'élection du prochain président. Le parti indique suivre de près les positions des candidats sur l'avenir institutionnel du territoire.



Davy Rimane appelle les élus ultramarins à « changer de paradigme »

Le député de Guyane et président de la Délégation aux Outre-mer de l'Assemblée déclare n'attendre « pas de promesses » des candidats et appelle les élus ultramarins à reprendre la main. Il souhaite transformer la Délégation en commission permanente, afin de donner aux Outre-mer un poids législatif accru.

Évolutions institutionnelles et législatives

PLF 2027 : une mission Outre-mer « en trompe-l'œil » et des coupes contestées

Le débat sur le PLF 2027 s'est ouvert le 13 octobre à l'Assemblée nationale. Affichée en hausse de 10 % (3,68 Md€), la mission Outre-mer du PLF 2027 est jugée « en trompe-l'œil » par les élus : la compensation des exonérations LODEOM en absorbe environ la moitié, la LBU perd 27 % de ses autorisations d'engagement (en contrepartie, le FNAP est ouvert aux DROM), les contrats de redressement des communes passent de 40M€ en 2024 à 10,5M€, les missions locales perdent 15 M€ et la continuité territoriale recule de 4,4 %. Mayotte (307 M€ d'AE via le PITE) et la Nouvelle-Calédonie (284 M€ d'AE) font en revanche l'objet d'enveloppes dédiées. Le 26 octobre, la commission des finances a adopté les crédits de la mission ainsi que 101 amendements, pour 2,15 Md€ d'ouvertures de crédits. Ces amendements sont gagés et dépendent du vote en séance.

Côté agriculture, les élus chiffrent la baisse des soutiens aux DROM à environ 24 M€. Le 28 octobre, Annie Genevard a contesté ce montant : selon elle, la seule baisse nette porte sur la canne (environ 5 M€) et la base RSA est maintenue à 26,9 M€.

Guyane : Jean-Paul Fereira élu président de la CTG dès le 1er tour

Il obtient 34 voix sur 55, contre 15 pour Isabelle Patient. Il succède à Gabriel Serville et terminera le mandat jusqu'en mars 2028.

Saint-Pierre-et-Miquelon : Emmanuel Macron ouvre « un nouveau chapitre » pour l'archipel

En visite du 19 au 21 septembre aux côtés du Premier ministre canadien Mark Carney, le Président a annoncé 32 M€ pour les ports (19 M€ pour le quai du Commerce de Saint-Pierre, 13 M€ pour Miquelon), une structuration de la filière pêche et des études sur un câble sous-marin Bretagne–New York passant par l'archipel. Paris et Ottawa désigneront des référents pour accélérer leurs dossiers communs et un Forum polaire franco-canadien se tiendra à Saint-Pierre début 2027, dans un contexte de tensions avec Washington.

Statut : la réforme constitutionnelle de Dominique Théophile en commission des lois

La proposition de loi constitutionnelle n° 2 du sénateur Dominique Théophile, déposée le 1er octobre, propose de fusionner les articles 73 et 74 de la Constitution en un régime « à la carte » : habilitations, transferts de compétences et autonomie optionnelle, fixés par loi organique pour chaque collectivité. Elle est à suivre dans le débat sur la différenciation.

La Réunion signe un accord de coopération avec la région malgache de Boeny

La Réunion et la région de Boeny, dans le nord-ouest de Madagascar, ont signé un accord-cadre de coopération décentralisée de trois ans, renouvelable. Cet accord renforce l'insertion régionale de La Réunion dans l'océan Indien et ouvre un cadre pour des projets conjoints avec la Grande Île.

Industrie et technologies

Nickel : l'UE signe un protocole avec la Nouvelle-Calédonie et l'État monte au capital d'Eramet



Le vice-président exécutif de la Commission européenne Stéphane Séjourné a signé le 20 octobre un protocole UE–Nouvelle-Calédonie sur les matières premières critiques, présenté comme « non exclusif » et destiné à arrimer le nickel calédonien à la chaîne européenne des batteries ; il ne comporte à ce stade ni financement ni commande, une feuille de route étant attendue sous six mois. Bruxelles met en avant trois chantiers d'accompagnement (station de transfert d'énergie par pompage ; pôle de maintenance aéronautique ; câbles sous-marins), un programme de formation, une visite de la BEI en décembre et le doublement proposé du budget des PTOM pour 2028-2034. L'enjeu est stratégique alors que l'usine de Prony reste sans repreneur et que KNS, à l'arrêt, attire des candidats chinois ; les élus de Kanaky NC ont boycotté la séance du Congrès et l'Union calédonienne émet des réserves. Exempté d'OPA par l'AMF, l'État va devenir premier actionnaire d'Eramet en participant à une augmentation de capital pouvant atteindre 500 M€ fin 2026, sa part passant de 27 % à 50 % au plus.

Énergies : choc pétrolier, baisse du gazole et stratégie de TotalEnergies outre-mer

Le Brent se maintient autour de 114 $ (29 octobre), porté par les frappes houthies sur des sites d'Aramco, la multiplication des incidents visant des navires dans le Golfe et un détroit d'Ormuz encore à environ 80 % de son trafic d'avant-guerre ; dans les DROM, la répercussion est attendue sur les arrêtés de novembre. La ministre des Outre-mer garantit que les territoires ultramarins bénéficieront de la baisse du gazole de 8 à 18 cts/L promise par le Gouvernement, financée par la vente de 10 millions de barils de réserves stratégiques jusqu'à fin janvier 2027. L'ACCIOM réclame des précisions territoire par territoire, notamment pour La Réunion qui dispose de réserves stratégiques indépendantes.

De son côté, TotalEnergies revendique plus de 200 stations-service et plus de 70 sites renouvelables avec stockage outre-mer, développe l'agrivoltaïsme (vanille à La Réunion, café en Guadeloupe) et un partenariat de formation avec le SMA, tout en soulignant des délais de 5 à 8 ans pour un projet photovoltaïque et de 8 à 12 ans pour l'éolien.

Solaire aux Antilles-Guyane : So Watt accélère avec l'appui de l'AFD

So Watt, filiale du groupe Athena, déploie avec un cofinancement de l'AFD un programme de 87 installations photovoltaïques totalisant 12,6 MWc. Le projet contribue à l'autonomie énergétique de territoires encore très dépendants des énergies fossiles importées.

Environnement

Mayotte : la résolution sur l'accès continu à l'eau rejetée de justesse

Le 8 octobre, l'Assemblée a rejeté par 160 voix contre 156 la proposition de résolution d'Anchya Bamana pour un plan « ORSEC eau potable », que LR et Horizons soutenaient. La ministre Naïma Moutchou renvoie au plan Eau (730 M€ sur 2025-2031), qui prévoit une deuxième usine de dessalement à Ironi Bé et la retenue d'Ourovéni, sans calendrier précis à ce stade. À Mayotte, la production d'eau couvre environ les quatre cinquièmes des besoins, et les coupures peuvent durer près de deux jours d'affilée.

Nouméa : la conférence du Pacifique sur la nature adopte la déclaration Môo Mâ Awé

Du 7 au 11 septembre, la 11e Conférence des îles du Pacifique sur la conservation de la nature a réuni plus de 400 délégués au Centre culturel Tjibaou, à l'initiative de la Nouvelle-Calédonie, du PROE et de la Table ronde du Pacifique pour la conservation de la nature. Elle s'est conclue par la déclaration Môo Mâ Awé, qui engage les signataires sur 16 priorités régionales communes d'ici 2030 pour protéger et restaurer la nature.



Sargasses : le projet SargEx livre ses premières recommandations

Piloté par IMT Nord Europe avec Madininair et Gwad'Air, le projet SargEx s'intéresse à l'exposition aux gaz des sargasses à l'intérieur des logements, qui concerne 12 communes et environ 120 000 habitants en Martinique. Il préconise des logements étanches, une pièce de repli et, en dernier recours, un épurateur, une note de cadrage devant suivre.

Cinq chercheuses ultramarines distinguées par le prix Jeunes Talents L'Oréal-UNESCO

Cinq chercheuses ultramarines figurent parmi les 35 lauréates du prix Jeunes Talents L'Oréal-UNESCO Pour les Femmes et la Science, pour des travaux allant des sols amazoniens aux récifs polynésiens. Cette reconnaissance met en lumière l'excellence de la recherche ultramarine sur la biodiversité et l'environnement.

Chlordécone : la DGOM et la DGS publient le bilan 2024-2025 de la stratégie 2021-2027

La DGOM et la Direction générale de la santé ont publié le bilan de la stratégie de lutte contre la pollution au chlordécone, dont l'enveloppe globale devrait atteindre environ 130 M€. Le nombre de pêcheurs aidés est passé de 400 à 800 depuis la simplification du dispositif début 2024. Le gouvernement promet aussi un dosage sanguin gratuit pour tous, avec un suivi renforcé des femmes enceintes et des nourrissons, et le doublement du budget de recherche d'ici 2030.

Agriculture

Sécheresse : le fonds de réarmement agricole ouvert aux exploitations antillaises

Le plan CASI, doté de plus de 1,1 Md€ après la sécheresse, comprend un fonds de réarmement agricole de 235 M€ piloté par les préfets, désormais ouvert aux exploitations des Antilles. Les agriculteurs antillais touchés peuvent ainsi accéder à un soutien déconcentré, dont l'efficacité dépendra de la rapidité d'instruction des dossiers. En revanche, La Réunion, la Guyane et Mayotte restent exclues du fonds d'urgence de 10 M€ réservé aux Antilles, selon la lettre d'Annie Genevard et Naïma Moutchou du 16 octobre.



Canne à sucre à La Réunion : une mission d'expertise sur le partage de la valeur

À la demande de la Chambre d'agriculture de La Réunion, le ministère lance une mission d'expertise sur la filière canne : fixation du prix, échantillonnage de la richesse saccharine, partage de la valeur et usage des fonds publics. Ses conclusions pèseront sur les équilibres entre planteurs et industriels, au cœur des futures négociations de la filière.

Banane de Guadeloupe & Martinique : marque préférée des Français pour la 3e année

La Banane de Guadeloupe & Martinique reste pour la troisième année consécutive la marque préférée des Français dans sa catégorie (OpinionWay), avec 27 points d'avance. Cette performance d'image contraste avec la baisse



des volumes produits, dont s'alarme la filière.

Guyane : le 13e Salon régional de l'agriculture s'ouvre à Matiti

Organisé du 16 au 18 octobre par la Chambre d'agriculture présidée par Jean-Yves Tarcy, le Sarega réunit 114 exposants et attend plus de 7 000 visiteurs, avec une journée professionnelle le 16 octobre. Un volet régional associe le Suriname et le Brésil autour de la lutte contre la maladie du manioc.



Maritime

Port de Longoni : fin de la délégation, cap sur un grand port maritime

Après 13 ans de délégation, l'EPPCM reprend à titre transitoire la gestion du port de Longoni, que la loi de refondation de Mayotte prévoit de transformer en grand port maritime. Le mode de gestion définitif doit être arrêté avant fin mars 2027, une échéance structurante pour la logistique et l'approvisionnement de l'île.

Martinique : le port renforce sa sûreté contre le narcotrafic

La stratégie de sûreté 2025-2029 du Grand Port maritime de Martinique mobilise 5,8 M€, dont 2,9M€ dès 2026, pour déployer caméras thermiques et drones avec un report des images 24h/24 vers la police. En parallèle, une trentaine d'entreprises de la chaîne logistique ont été sensibilisées au risque d'infiltration par les réseaux caribéens de narcotrafic.

Océinde veut lancer une « Air Austral de la mer »

Le PDG d'Océinde, Nassir Goulamaly, porte un projet de trois lignes maritimes régionales (sud de Madagascar–Afrique du Sud–La Réunion–Maurice ; Mozambique–Kenya–nord de Madagascar–Mayotte) et d'une liaison directe entre l'océan Indien et le port de Sète, à horizon de quatre à cinq ans, avec le soutien envisagé de La Réunion, de Mayotte et de la Région Occitanie. L'objectif est de faire de La Réunion une plateforme d'export des productions régionales vers le marché européen.

Nouvelle-Calédonie : les Journées de la mer misent sur la structuration de la filière

Co-organisées les 29 et 30 septembre à l'Université de la Nouvelle-Calédonie par le Cluster maritime, la French Tech NC et NeOcean avec la Marine nationale, les Journées de la mer ont abordé le contexte géostratégique indo-pacifique, la maintenance navale et la structuration de la filière. Une journée entière était consacrée à l'Ocean Digital, signe de l'intérêt croissant pour l'innovation numérique appliquée à l'économie bleue.

Polynésie : grève des acconiers au port autonome de Papeete



Depuis le 20 octobre, les sociétés d'acconage Sat Nui, Cowan et Cotada sont en grève illimitée : les conteneurs sont déchargés mais restent bloqués sous douane, seuls les produits périssables et pharmaceutiques étant libérés. Les salariés craignaient une mécanisation et des pertes d'emplois lors du renouvellement des conventions portuaires. La grève est finalement levée le 22 octobre après la signature de deux protocoles : la durée d'exploitation de l'appel à concurrence passe de 15 à 20 ans et le droit de grève est garanti.

Santé et Social

Projet de loi vie chère : toujours pas inscrit à l'Assemblée

Annoncé pour « l'été 2026 », l'examen du projet de loi contre la vie chère dans les outre-mer n'a toujours pas été inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, y compris lors de la session extraordinaire de juillet. La ministre Naïma Moutchou dit vouloir le faire aboutir avant la fin de la législature, alors que le coût de la vie reste la première préoccupation dans les territoires. Interrogée au Sénat le 21 octobre par Frédéric Buval (Martinique), sur fond de violences urbaines aux Antilles, Naïma Moutchou a promis des « réponses complètes » sur les prix, la sécurité, les billets d'avion et les carburants, et a réuni les parlementaires ultramarins le 22 octobre.

Cadres d'avenir : LADOM accueille sa promotion 2026

LADOM a accueilli à Paris la promotion 2026 du programme Cadres d'avenir, qui accompagne la formation d'étudiants ultramarins appelés à revenir travailler sur leur territoire. Le dispositif répond aux besoins en compétences qualifiées des outre-mer et à l'enjeu de la fuite des talents.



Carte Vitale des Ultramarins du Pacifique : le Sénat restreint la PPL

Adoptée à l'unanimité par l'Assemblée le 11 juin, la proposition de loi de Mereana Reid Arbelot a été amendée sept fois en commission, qui la limite aux soins programmés en excluant urgences et évacuations sanitaires. Adoptée en séance le 19 octobre dans une version non conforme (amendements de Lana Tetuanui confiant le pilotage à la CNAM et préservant les compétences de la Polynésie et de la Nouvelle-Calédonie), elle repart à l'Assemblée et risque de ne pas aboutir avant la fin de la législature.

Santé publique : plus de 2 000 cas de chikungunya confirmés en Guyane depuis janvier et le VIH à Mayotte progresse

Selon Santé publique France, 2 017 cas de chikungunya ont été confirmés en Guyane depuis fin janvier (bulletin du 2 octobre), dont 373 hospitalisations et 4 décès. Si l'épidémie ralentit sur le Littoral Ouest, elle se poursuit dans les Savanes, toujours placées au niveau 2 du dispositif ORSEC.

L'étude Epimay 2025 de l'ARS fait état d'une progression de l'épidémie de VIH à Mayotte. Médecins et associations alertent sur le recul du dépistage et des soins chez les étrangers en situation irrégulière, par crainte des expulsions.

Plan blanc au CHU de Cayenne en raison des coupures d'eau liées à la grève à la SGDE

Les opérations non urgentes sont déprogrammées. C'est une première en trois ans et demi pour ce motif.

Agenda de novembre

Les rendez-vous à suivre pour les Outre-mer

DU 1ER AU 8 NOVEMBRE

1er NOV.	Nouveaux arrêtés préfectoraux sur les prix des carburants
Début NOV.	Examen de la mission Outre-mer du PLF 2027 en séance à l'Assemblée
2-4 NOV.	Visite d'Amélie de Montchalin, première présidente de la Cour des comptes, en Guadeloupe et en Martinique
2 NOV.→6 DEC.	Mois de la découverte des métiers (CCI Guyane)
3-4 NOV.	Forum Biodiversité & Économie (OFB)
4 NOV.	Assises de l'industrie
4-5 NOV.	Salon Tech&Co et séminaire régional sur le narcotrafic à Nouméa
5 NOV.	Mobilisation syndicale nationale contre la vie chère
5 NOV.	Vote en commission du Parlement européen sur les autorisations de pesticides

DU 9 AU 22 NOVEMBRE

9-20 NOV.	COP31 à Antalya
Mi NOV.	Conseil Agriculture et Pêche de l'UE
16-19 NOV.	Congrès de l'Association des communes et collectivités d'Outre-mer (ACCD'OM)

DU 23 AU 30 NOVEMBRE

23 NOV.	Journée des Outre-mer du Congrès des maires
24-25 NOV.	Assises nationales de l'économie de la mer (à Montpellier)
24-26 NOV.	108e Congrès des maires de France

CABINET STRAT'EMH

NEWSLETTER RENTRÉE



Avec sa newsletter mensuelle, STRAT'EMH vous propose un regard sur les actualités des Outre-mer, éclairées par leur environnement régional.

- **L'équipe vous donne rendez-vous le mois prochain pour la newsletter de décembre !**

strat' emh outre-mer